VISITES DES LIEUX DE PRIVATION DE LIBERTÉ
GEÔLES ET DÉPÔTS
Tribunal judiciaire de GRASSE – 2 avril 2024

I - LES CONDITIONS DE LA VISITE

Le 2 avril a marqué le lancement de la troisième édition de l'opération nationale de visites, par les bâtonniers, des lieux de privation de liberté, organisée par la Conférence des bâtonniers de France.

Il s'agit d'une initiative essentielle pour dénoncer les conditions indignes de détention qui existent dans notre pays. Cette opération permet aux bâtonniers de l'Hexagone et des Outre-mer de visiter les geôles et les dépôts des tribunaux.

La visite des geôles du Tribunal judiciaire de GRASSE, situé au 37 avenue Pierre Sémard à GRASSE, a été effectuée le 2 avril 2024 de 14h à 15h20 par :
- Maître Cédric BONACORCI, membre du Conseil de l'Ordre agissant par délégation du Bâtonnier,
- Maître Rosanna LENDOM, spécialement désignée au sein du Conseil de l'Ordre.

La visite n'avait pas été annoncée et s'est effectuée en application de l'article 719 du code de procédure pénale :

« (…) les bâtonniers sur leur ressort ou leur délégué spécialement désigné au sein du conseil de l'ordre sont autorisés à visiter à tout moment les locaux de garde à vue, les locaux des retenues douanières définies à l'article 323-1 du code des douanes … »

Une fois finalisé, ce rapport sera consultable à l'adresse suivante :

https://www.conferencedesbatonniers.com/fr/travaux-de-la-conference/visite-des-lieux-de-privation-de-liberte

II- PRÉSENTATION GÉNÉRALE

Le présent rapport dresse les constats liés aux conditions de privation de liberté des personnes extraites d'établissements pénitentiaires ou déférées à l'issue de leur garde à vue pour être présentées à des magistrats.

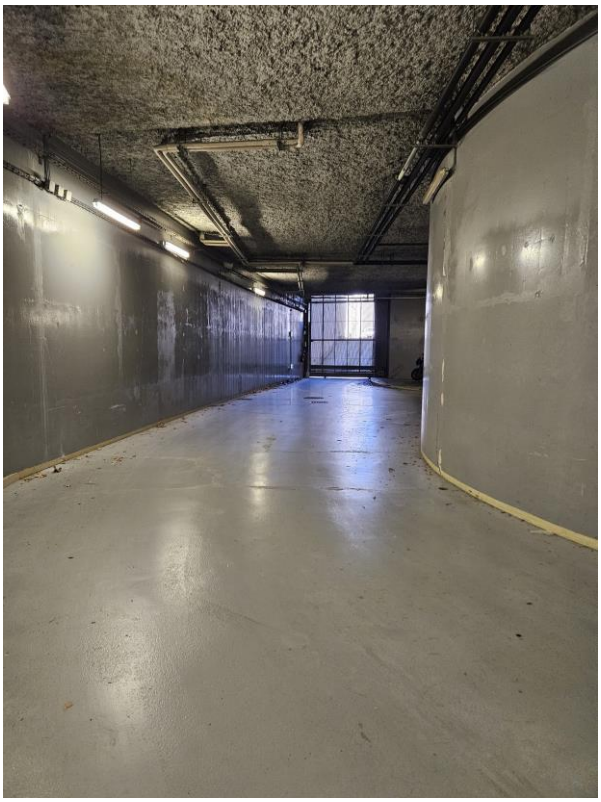
Les fonctionnaires de police nous ayant accueillis et accompagnés n'ont pas souhaité donner leurs noms mais nous ont fourni leurs matricules : et du Commissariat de Grasse BAAJ.

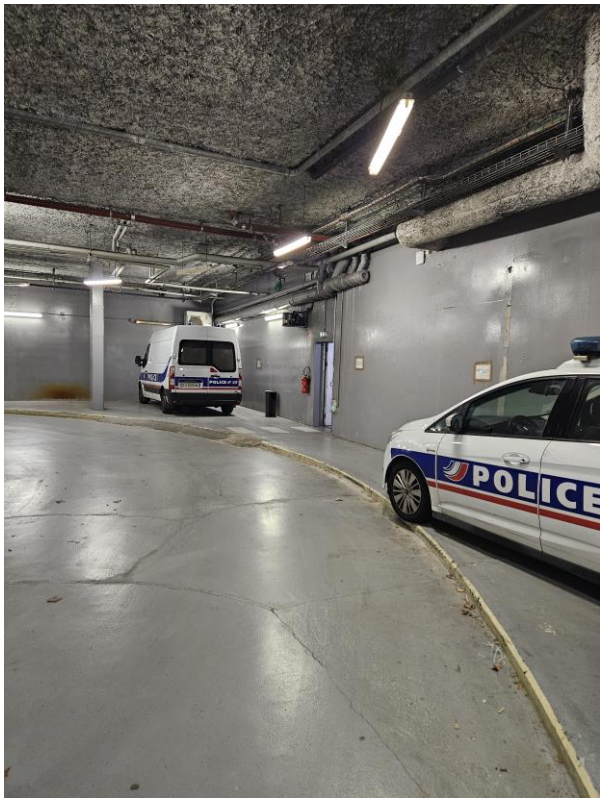
Un rapport initial a été envoyé le 13 mai 2024 aux autorités judiciaires du Tribunal pour recueillir leurs observations.

Leurs observations seront annexées au présent rapport.

III - LES GEÔLES

A- Les accès





Les escortes sont assurées par la police, la gendarmerie ou par l'administration pénitentiaire, cette dernière intervenant dans l'hypothèse d'extraction de personnes sous écrou.

L'accès des personnes détenues s'opère par un circuit dédié.

Leur arrivée se fait à l'arrière du bâtiment compte tenu de la pente naturelle du terrain, et les geôles se trouvent au sous-sol.

Selon les propos rapportés, les personnes conduites par les escortes ne sont pas fouillées puisqu'elles l'ont déjà été au commissariat, à la gendarmerie ou à la sortie de détention. Il n'existe d'ailleurs pas de local aménagé à cet effet.

Les personnes qui arrivent des locaux de garde à vue sont toujours menottées pendant leur transfert au Tribunal, à l'arrière pour celles venant de garde à vue, à l'avant avec une chaîne de conduite en plus pour celles venant de détention.

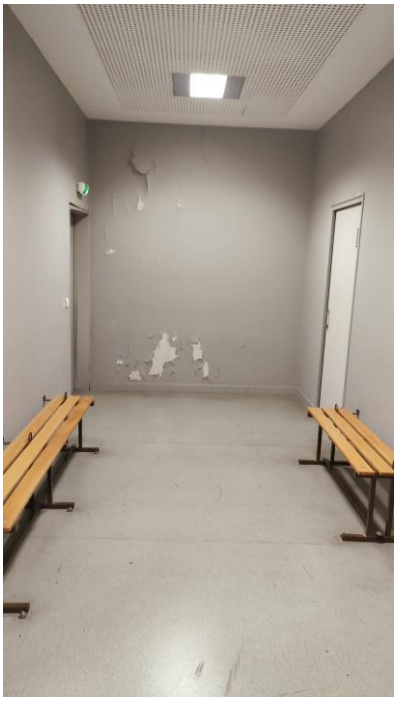
Selon les informations recueillies, les personnes arrivent menottées jusqu'à leur entrée dans la geôle. Ainsi quand elles empruntent le parcours sécurisé menant à l'instruction ou en salle d'audience, les personnes sont menottées, le démenottage intervenant à l'entrée du bureau du magistrat ou dans la salle d'audience sur ordre du Président.

Bonne pratique : Le véhicule transportant les personnes captives dans un parking protégé des regards du public de nature à garantir le respect des droits des personnes privées de liberté qui descendent des véhicules des escortes. Ce cheminement spécifique au sein de la structure peut être utilisé à toute heure.

Pour se rendre dans les salles d'audience principales (E et F), la personne sous escorte emprunte un escalier interdit au public, situé à quelques mètres de la zone sécurisée, qui accède directement dans le box des prévenus.

Les locaux pour y accéder sont inondés depuis longtemps. La peinture est décrépie. Le radiateur est cassé.







L'aménagement du box de la salle F est tel qu'une sortie du box vers la salle d'audience est possible. Les fonctionnaires des geôles disposent des clés.

B - La zone de sûreté

La zone des geôles est divisée en deux parties distinctes et séparées par une porte : d'une part le bureau des policiers affectés à la gestion des geôles, les bureaux et l'espace de repos des fonctionnaires, d'autre part, les cellules et le couloir les desservant.

1- Le bureau des policiers et les espaces de repos

Ce bureau est exigu et sans éclairage naturel, ce que déplorent légitimement les fonctionnaires interrogés. Il est doté d'une baie vitrée donnant sur le sas d'accès permettant aux policiers de surveiller les arrivées.
Ces fonctionnaires disposent également d'un écran visualisant notamment l'accès extérieur, l'accès intérieur, et le couloir desservant les geôles.

Il n'y pas de caméra de vidéosurveillance dans les cellules.
Il n'y a pas de registres pour les images de vidéosurveillance. Les fonctionnaires ont accès aux images en temps réel, elles s'écrasent automatiquement et sont gérées par l'informatique du Palais. Ils n'ont pas la possibilité d'agir sur la vidéo. La durée de conservation des images de vidéosurveillance n'a pas pu être renseignée.

Les affaires personnelles des personnes amenées par les policiers ou gendarmes sont placées dans les armoires de fouilles des geôles qui se trouvent dans le bureau des fonctionnaires.

Les fonctionnaires disposent d'une salle de repos comprenant une télévision fournie par leurs soins, ils indiquent toutefois qu'elle ne fonctionne plus. Il y a également un frigo et un four à micro-ondes.

Ils déplorent le manque d'aération et le fait de ne pas être assez nombreux.

Les fonctionnaires nous ont refusé l'accès à une partie des locaux mais ont répondu à nos questions précisant que cette partie qui n'est séparée par aucune cloison et qui se trouve dans la continuité des couloirs, comprennent une cuisine avec un four à micro-ondes, et trois douches individuelles.

2- Le couloir des geôles et les geôles

Il s'agit d'un couloir relativement large équipé de cinq plafonniers, deux détecteurs à incendie et d'une caméra de vidéosurveillance. Il dessert huit cellules et une petite salle d'eau comprenant deux lavabos sans distributeurs de savon. Celle-ci reste ouverte, ne dispose ni de miroir, ni de poignée.

Les geôles sont composées de 8 cellules. Sans être toutes identiques, elles se ressemblent.
Les différences tiennent essentiellement à leurs dimensions.



Dans chaque cellule, entièrement constituée de béton, se trouve un banc ne permettant pas, de par ses dimensions, de s'allonger et, caché par un petit muret d'une hauteur de 1 mètre, des WC à la turque sans point d'eau ni poussoir, l'évacuation étant commandée par les fonctionnaires, de leur bureau. Les dispositifs fonctionnaient au moment du contrôle.





Les cellules font apparaître de nombreux graffitis et inscriptions. Elles ne sont pas équipées de boutons d'urgence.

Les cellules n°1 à 6 sont les plus petites. Nous avons pu mesurer la cellule n°1, en principe réservée aux femmes ou aux mineurs. Elle a une surface de 190cm x 225cm, soit une surface inférieure à 7m^2. Le banc intégré possède les dimensions suivantes : 145 cm x 44 cm. Ces cellules individuelles sont sous-dimensionnées. Il est pourtant fréquent d'y retenir 2 à 3 personnes. Cela a pu être constaté lors de notre visite.
De telles dimensions, ne permettent pas à la personne retenue de pouvoir se reposer, ou s'allonger durant les nombreuses heures d'attente, ils sont de plus particulièrement froids.
Les fonctionnaires nous ont indiqué qu'aucun matelas, ni oreiller n'était mis à disposition des personnes retenues.

Les cellules ne bénéficient pas de la lumière du jour et sont en permanence éclairées par un plafonnier diffusant de la lumière blanche.

Lors de notre visite, toutes les cellules n'étaient pas occupées et nous avons pu constater que les plus petites pouvaient être occupées par trois personnes alors que des cellules vides étaient disponibles.

Les cellules n°6 et 7 sont plus grandes. La cellule n°6 était occupée par 5 personnes depuis midi lors de notre passage. Nous avons pu nous entretenir avec l'une des personnes retenues qui a fait savoir que cette configuration l'empêchait de pouvoir faire ses besoins, que cela constituait un frein.
Il n'y pas de possibilité de s'allonger sinon directement au sol. Le nombre de banquettes est insuffisant par rapport au nombre de personnes présentes et nous avons pu observer dans la cellule collective que plusieurs personnes étaient directement assises par terre ou restaient debout.

La cellule n°8 a été réaménagée en salle d'entretien, nous y reviendrons dans le paragraphe relatif à l'intervention de l'avocat.

Rien n'est prévu dans les cellules, en cas d'incendie. Les cellules ne sont pas équipées de bouton d'urgence. Les fonctionnaires étaient dans l'incapacité de nous confirmer le bon fonctionnement du système d'aération.

Proposition de recommandation n°1 :
Il semble opportun : • De proposer aux personnes détenues de quoi se réchauffer en hiver (tout en évitant leur mise en danger) • D'envisager des travaux de remise état tels que des travaux de rafraichissement (peinture)

IV- L'HYGIÈNE

Les locaux de privation de liberté à Grasse sont apparus dans un état de maintenance et de propreté acceptable. Les fonctionnaires nous ont indiqué que le nettoyage était effectué quotidiennement aux alentours de 8h du matin, avant l'arrivée des personnes retenues. Cette personne peut également être appelée dans la journée en cas d'urgence. Nous n'avons toutefois pas pu constater de traçabilité de ces interventions sur les registres.

Le local sanitaire de la zone sécurisée est équipé de deux lavabos. Ils ne sont pas équipés en savon ni essuie-mains.

Aucun kit d'hygiène n'est mis à disposition des personnes retenues. Il sera même observé que notre question a amusé les fonctionnaires qui l'ont trouvée incongrue.
Deux kits en stock étaient disponibles pour les femmes retenues à condition qu'elles en fassent la demande. Ceux-ci comprenaient une lingette, deux serviettes hygiéniques et un paquet de mouchoirs.

Les cellules disposent de « toilettes turques ».
La personne détenue qui souhaite en faire usage, doit préalablement demander du papier toilette aux fonctionnaires présents. Il doit renouveler le recours aux fonctionnaires afin de pouvoir tirer la chasse.

Nous avons pu nous entretenir avec une personne retenue dans la cellule n°6 qui nous a indiqué qu'elle préférait se retenir durant tout le temps de sa retenue car en dépit de la présence d'un muret permettant d'isoler un peu des regards, ce dispositif ne permettait ni l'isolation des odeurs, ni des bruits, ce qui constituait pour lui une humiliation.

Proposition de recommandation n°2 :
Il semble opportun : • D'envisager de fournir des nécessaires d'hygiène (lingettes) aux personnes détenues • De proposer des protections hygiénique aux femmes retenues
Proposition de recommandation n°3 :
Il semble opportun d'envisager : • l'aménagement de toilettes isolées afin de permettre aux personnes retenues de faire leurs besoins dignement. • Que la salle d'eau puisse être équipée de savon et d'essuie-mains. • l'aménagement éventuel d'une douche (surtout en cas de forte chaleur)

V – L'ALIMENTATION

S'agissant de l'alimentation, vers 11heures, les fonctionnaires demandent aux personnes retenues sortant de garde à vue ou d'interpellation, si elles souhaitent s'alimenter et commandent le nombre de repas nécessaires auprès d'un snack à proximité appelé la Casa Calabrese. Ils livrent vers 12h-12h30 : il s'agit systématiquement d'un sandwich au poulet et d'une bouteille d'eau de 1,5 litres.

Les éventuels interdits ou régimes alimentaires ne sont malheureusement pas pris en considération, les personnes retenues n'ayant pas le choix. Les fonctionnaires précisent que tous les sandwichs sont « halal ».
Le repas est proposé aux personnes retenues vers 13h.

S'agissant des personnes détenues extraites pour jugement ou audience, l'établissement pénitentiaire en assure l'alimentation par des sacs-repas.

En revanche, il doit être relevé que rien n'est prévu pour le soir. Or il est fréquent que les audiences se terminent tard et que les personnes, en raison de l'heure tardive d'intégration ou de réintégration du lieu de détention restent sans manger jusqu'au lendemain matin.

Dans l'hypothèse où une personne est présente dans les locaux privatifs de liberté après 20h, il convient qu'elle puisse bénéficier d'une alimentation et notamment via une gestion de repas stockés sous forme de barquettes.

Proposition de recommandation n°4 :
Il semble opportun de pouvoir proposer aux personnes retenues de choisir entre un sandwich poulet ou végétarien
Proposition de recommandation n°5 :
Il semble opportun de prévoir des repas en barquette pour les personnes retenues au-delà de 20h00 leur laissant le choix d'un plat végétarien ou non

VI- CONDITIONS D'INTERVENTION DE L'AVOCAT

Il existe deux locaux dédiés à l'intervention de l'avocat. Le premier (Bureau A) est partagé avec les services éducatifs, il est d'ailleurs identifié comme tel. Il se trouve à l'extérieur de la zone de sûreté.





Un deuxième bureau lui faisant face (Bureau B) était auparavant disponible pour les entretiens avocat mais est à présent réservé pour les déferrements par le Procureur qui ne se déroulent plus à l'étage comme auparavant mais dans les geôles.

Les avocats ne sont plus autorisés à y mener leurs entretiens.

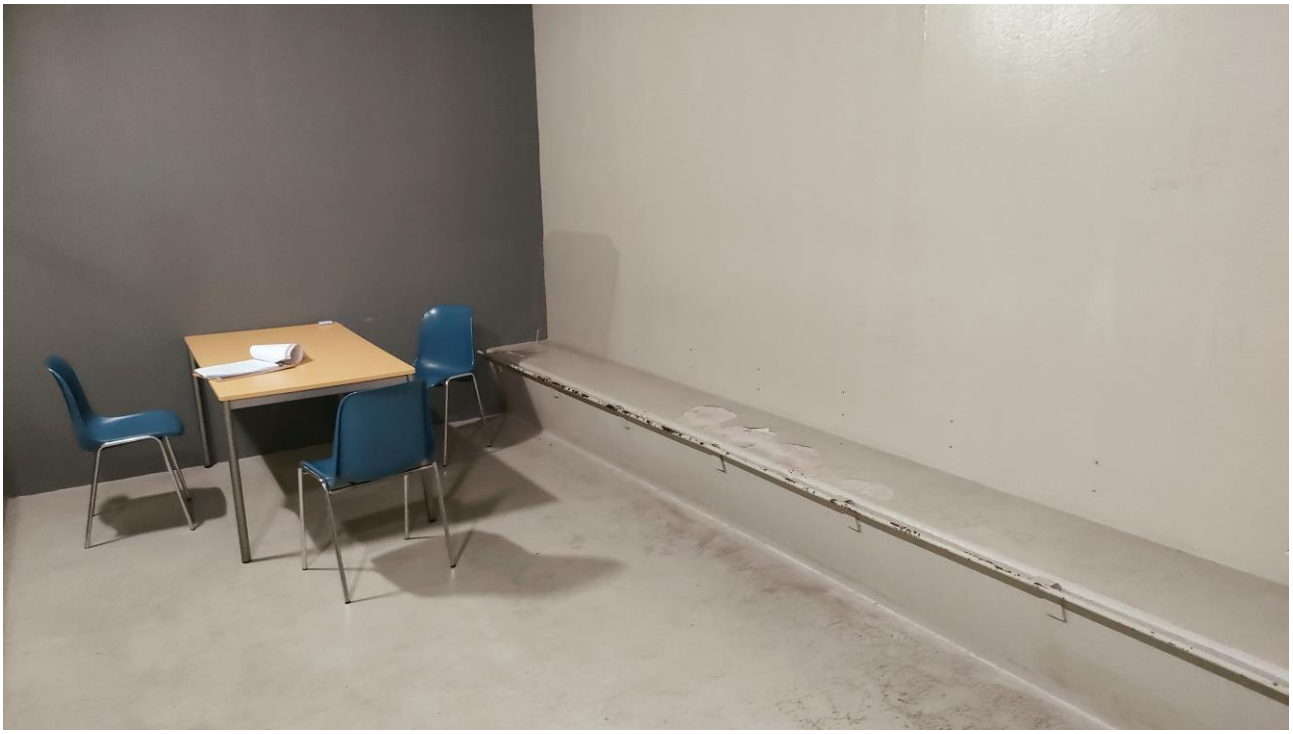
Cela peut avoir pour effet de retarder la fluidité de la procédure quand plusieurs intervenants souhaitent rencontrer au même moment les personnes retenues.

Le local A partagé avec les services éducatifs est propre et lumineux, il assure la confidentialité des échanges et est équipé d'un bouton de sécurité.

En revanche l'état de propreté des chaises laisse à désirer et certaines personnes (interprète, stagiaires) accompagnant les avocats ont pu refuser de s'asseoir et préférer rester debout le temps de l'entretien.

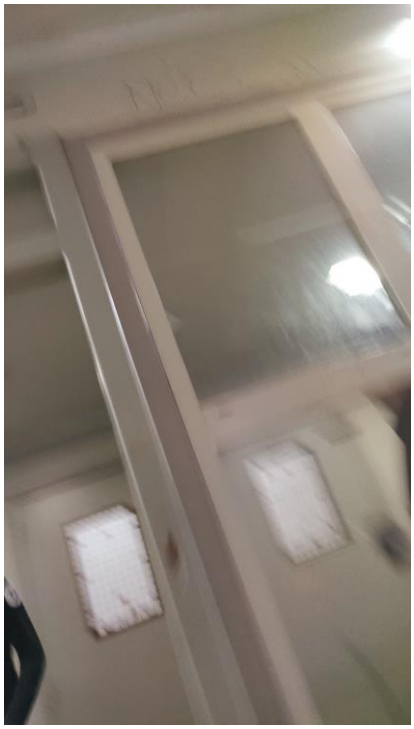


Durant la crise sanitaire, la cellule 8 a été aménagée en salle d'entretien par l'ajout d'une table et deux chaises. Cette salle est vitrée et fait face aux cellules dans lesquelles patientent les personnes retenues, de sorte qu'il leur est permis de voir, de même s'agissant des services de police, les échanges entre l'avocat et son client. Cette configuration n'est pas de nature à garantir la confidentialité des échanges.



De même, l'insonorisation y est de qualité médiocre de sorte que les échanges doivent quasiment être chuchotés pour empêcher qu'ils ne soient entendus. Des confrères ont indiqué que le bouton d'alarme ne fonctionnait pas.

Cette configuration n'est pas de nature à garantir la confidentialité des échanges.





Proposition de recommandation n°6 :
Dans la mesure où l'ordinateur qui se trouve dans le bureau b est protégé par un mot de passe, il convient de pouvoir envisager de rendre accessible ce bureau par les avocats et enquêteurs sociaux.

VII- LE REGISTRE RÉPERTORIANT L'OCCUPATION DES GEÔLES

Un registre, renseigné par les fonctionnaires de police, permet de tracer les passages des personnes déférées ou extraites par les différentes escortes. Nous avons pu le consulter.
Notre visite n'y a pas été notifiée. Les prestations de ménage n'y sont pas mentionnées.

Ce registre comporte le nom de la personne, l'heure d'arrivée, la fouille éventuelle, la provenance, les heures de sorties, l'autorité judiciaire concernée, l'heure de départ et la destination.

Après consultation du registre actif ayant débuté le 12 janvier 2024, nous avons décompté :

- 463 personnes détenues provenaient des gardes à vue,
- 371 en provenance de la détention.

Le temps moyen des mesures de retenue est de 6 à 7 heures, pouvant aller fréquemment jusqu'à 10h voire au-delà.

Le placement de plusieurs personnes dans une même cellule n'est pas tracé.

N’y figurent pas les mentions d’incidents éventuels, l’apposition des visas et ajouts d’éventuelles remarques de la part de magistrats en charge du contrôle des conditions de retenues des personnes en geôle.

Les prénoms ne sont pas toujours renseignés. Les incidents ne sont pas consignés. En cas d’infraction constatée, les fonctionnaires en réfèrent oralement au Parquet.

Selon les propos recueillis, les contrôles des autorités sont rares ; il n’existe aucune traçabilité écrite de leur venue.

Proposition de recommandation n°7 :
Les visites des contrôleurs, magistrats en charge du contrôle, prestations de ménage, incidents devraient être consignés. Les placements dans les cellules doivent pouvoir être tracés.

VIII – CONCLUSIONS

Proposition de recommandation n°1 :
Il semble opportun : • De proposer aux personnes détenues de quoi se réchauffer en hiver (tout en évitant leur mise en danger) • D'envisager des travaux de remise état tels que des travaux de rafraichissement (peinture)

Proposition de recommandation n°2 :
Il semble opportun : • D'envisager de fournir des nécessaires d'hygiène (lingettes) aux personnes détenues • De proposer des protections hygiénique aux femmes retenues
Proposition de recommandation n°3 :
Il semble opportun d'envisager : • l'aménagement de toilettes isolées afin de permettre aux personnes retenues de faire leurs besoins dignement. • Que la salle d'eau puisse être équipée de savon et d'essuie-mains. • l'aménagement éventuel d'une douche (surtout en cas de forte chaleur)

Proposition de recommandation n°4 :
Il semble opportun de pouvoir proposer aux personnes retenues de choisir entre un sandwich poulet ou végétarien
Proposition de recommandation n°5 :
Il semble opportun de prévoir des repas en barquette pour les personnes retenues au-delà de 20h00 leur laissant le choix d'un plat végétarien ou non

Proposition de recommandation n°6 :
Dans la mesure où l'ordinateur qui se trouve dans le bureau b est protégé par un mot de passe, il convient de pouvoir envisager de rendre accessible ce bureau par les avocats et enquêteurs sociaux.

Proposition de recommandation n°7 :
Les visites des contrôleurs, magistrats en charge du contrôle, prestations de ménage, incidents devraient être consignés. Les placements dans les cellules doivent pouvoir être tracés.